

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales

NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 7 DU 18 SEPTEMBRE 2008

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR 2008

NOR : *ASET0851251M*

IDCC : *652*

Entre :

La fédération française du négoce des matériaux de construction,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération commerce, services et force de vente CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minimaux est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

**Barème applicable pour la durée légale du travail
au 1^{er} octobre 2008**

Valeur du point : 5,72 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale annuelle garantie (RAG)
VI	350	24 424,40
	380	26 517,92
VII	410	28 611,44
	450	31 402,80
	490	34 194,16
VIII	550	38 381,20
	600	41 870,40
	650	45 359,60
IX	680	47 453,12
	750	52 338,00

Article 2

Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situation, notamment de rémunération, dans des fonctions comparables, entre les hommes et les femmes, et, le cas échéant, définir des mesures permettant de corriger, voire supprimer les disparités.

Article 3

Entrée en vigueur, dépôt, extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} octobre de l'année en cours.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 4

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 5

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 6

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 18 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)